

Participation de l'UIHJ à la réunion du groupe de travail e-Justice du Conseil de l'Union européenne le 5 octobre 2011 à Bruxelles

A l'invitation du Conseil de l'Union européenne, l'UIHJ a participé le 5 octobre 2011 à une réunion de travail du groupe e-Justice au siège du Consilium pour présenter son projet d'annuaire des huissiers de justice de l'Union européenne.

Le 21 septembre 2010, l'UIHJ, représentée par son président, Leo Netten, et son 1^{er} secrétaire, Mathieu Chardon, ainsi qu'Alain Bobant, président de la Fédération nationale des tiers de confiance (FNTPC), en charge de la cellule e-Justice de l'UIHJ, ont participé à une réunion organisée par le Groupe informatique et juridique du Conseil de l'Union européenne. Cette réunion avait pour objet d'établir les bases d'une collaboration entre l'UIHJ et le Conseil. A cette occasion, Fernando Rui Paulino Pereira, président du Groupe informatique juridique, avait demandé à l'UIHJ de lui fournir un annuaire des huissiers de justice des vingt-sept pays membres de l'Union européenne pour le site du portail e-Justice. La création d'un annuaire mondial des huissiers de justice est une mission que

s'est fixée l'UIHJ depuis de nombreuses années, pour des raisons évidentes. Fort opportunément, il se trouve que la Chambre nationale des huissiers de justice de France a démarré en 2010 son grand projet Exécution judiciaire en Europe (EJE) financée à 80 % par des fonds européens. Parmi l'objet de ce projet figure la mise en œuvre d'un annuaire des professionnels de l'exécution en Europe pour les neuf pays membres du projet, tous membres de l'UIHJ : Allemagne, Belgique, Ecosse, France, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Pologne. Le bureau de l'UIHJ a alors naturellement confié à EJE le soin d'étendre cet annuaire pour les autres pays de l'Union européenne, ce qui a été immédiatement acceptée par la chambre française, pilote du projet EJE, qui s'est aussitôt attelée à la tâche.

Participation of the UIHJ at the e-Justice Working Party of the Council of the European Union on 5 October 2011 in Brussels

At the invitation of the Council of the European Union, the UIHJ attended on 5 October 2011 a meeting of the e-Justice Working Party at the Consilium headquarters to present its project of a directory of the judicial officers of the European Union

On 21 September 2010, the UIHJ, represented by its president, Leo Netten, and its first secretary, Mathieu Chardon, with Alain Bobant, president of the National Federation of trusted third parties (FNTPC), in charge of the e-Justice Department of the UIHJ, attended a meeting organized by the Legal Data Processing Group of the Council of the EU. This meeting was intended to lay the groundwork for collaboration between the UIHJ and the Council. On this occasion, Fernando Rui Paulino Pereira, Chairman of the e-Justice Group, asked the UIHJ to provide a directory of judicial officers of the twenty-seven member countries of the European Union for the website of the e-Justice portal. The creation of a worldwide directory of judicial officers is a mission

that the UIHJ has set for many years, for obvious reasons. Quite appropriately, it turns out that the National Chamber of judicial officers of France began in 2010 its great European Judicial Enforcement (EJE) project financed up to 80% by European funds. Among the subject of this project is the implementation of a directory of enforcement professionals concerning the nine member countries of the project, all members of the UIHJ: Belgium, Germany, France, Hungary, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Poland, and Scotland. The board of the UIHJ then naturally entrusted EJE with the task of extending this directory for the other countries of the European Union. This was immediately accepted by the French Chamber, EJE pilot project,

C'est donc accompagné de Geraldine Cavallé, coordinatrice du projet EJE, que le président Netten s'est rendu au siège du Conseil de l'Union européenne pour donner un compte rendu de l'état d'avancement de l'annuaire électronique des huissiers de justice européens qui doit être intégré au portail e-Justice de l'Union européenne.

La réunion s'est déroulée en présence de représentants du Conseil de l'Union européenne, dont Fernando Rui Paulino Pereira, ainsi que des représentants de chacun des vingt-sept Etats membres de l'UE. M. Paulino Pereira a remercié l'UIHJ d'avoir répondu à son invitation et s'est enquis sur l'état d'avancement de l'annuaire électronique. Leo Netten a indiqué que le travail progressait. Le président de l'UIHJ a laissé le soin à M^{me} Cavallé d'en donner les détails techniques, ce dont elle s'est acquittée avec un grand professionnalisme, tout en insistant sur les spécificités de l'exercice, étant donné la diversité des statuts des professionnels de l'exécution dans l'espace judiciaire européen. M. Paulino Pereira a assuré l'UIHJ du soutien total du Conseil de l'Union européenne. Le président du groupe e-Justice a précisé que l'UIHJ pouvait se mettre en rapport directement avec lui pour s'assurer de la coopération effective des pays dans la réalisation de ce grand projet.

which started work immediately. So President Netten, accompanied by Geraldine Cavallé, EJE project coordinator, visited the headquarters of the Council of the European Union to give an account of the progress of the electronic directory of European judicial officers that must be integrated into the e-Justice portal of the European Union.

The meeting was attended by representatives of the Council of the European Union, including Fernando Rui Paulino Pereira, and representatives of each of the twenty-seven member states of the EU. Mr Paulino Pereira thanked the UIHJ for responding to his invitation and inquired about the status of the electronic directory. Leo Netten said the work progressed. The president of the UIHJ asked Mrs Cavallé to give the technical details, which she did with great professionalism, while emphasizing the distinctiveness of the exercise, given the diversity of the status of enforcement professionals within the European judicial area. Mr Paulino Pereira assured the UIHJ of the full support of the Council of the European Union. The chairman of the e-Justice Group said the UIHJ could get in touch with him directly to ensure effective cooperation of all countries in achieving this great project.